



MATTHIAS TAVEL

DÉPUTÉ DE LOIRE-ATLANTIQUE



2025 RESTE À ÉCRIRE

En ce début d'année, je vous adresse mes meilleurs vœux.

Victor Hugo disait que « ce qui est combat dans le présent est victoire dans l'avenir ».

Les combats de 2024 n'auront pas été vains. Des victoires ont commencé à poindre. Victoire contre la politique injuste et brutale de M. Macron, battu aux élections législatives. Victoire contre la division raciste et sexiste : le peuple français a fait le choix de battre le Rassemblement national et de **donner une majorité relative au Nouveau Front Populaire. Vous m'avez renouvelé votre confiance en me réalisant député.**

En nommant M. Barnier puis M. Bayrou à Matignon, en refusant d'appeler le NFP et sa candidate Lucie Castets, **M. Macron a piétiné le vote des Français. Il met un veto à tout changement. Il place ainsi le pays dans une impasse** politique autant que budgétaire, économique, sociale, écologique. La censure de M. Barnier hier, de M. Bayrou ensuite est la réponse démocratique à ce verrouillage.

Il en va de même de la motion de destitution de M. Macron que j'ai co-signée. **Le pays ne peut relever les grands défis sans rompre avec la politique menée depuis 2017** et avec le coup de force présidentiel. Notons que si M. Macron continue de diriger, c'est grâce à la complicité du RN qui a refusé de voter sa destitution.

Les solutions pour le pays sont connues : abrogation de la retraite à 64 ans, partage des richesses par l'impôt sur la fortune et sur les superprofits des grandes entreprises, défense de l'emploi et de l'industrie contre les licenciements, investissement dans les services publics (santé, éducation, justice etc.) et l'écologie, action pour la paix à Gaza et en Ukraine.

Soyez assuré de ma détermination en 2025 à **poursuivre à vos côtés ces combats pour une vie digne. Jusqu'aux victoires de demain.**

Fidèlement,

Retraites : l'abrogation reste à l'ordre du jour

A l'initiative de la France insoumise et du Nouveau Front Populaire, l'Assemblée a adopté en commission le 20 novembre la proposition de loi abrogeant le report de l'âge de la retraite à 64 ans. C'est la première fois que l'Assemblée pouvait voter sur le sujet alors que la réforme avait été imposée par 49.3 en 2023. Malheureusement, le texte n'a pas pu être voté en hémicycle à cause de l'obstruction des députés macronistes et du gouvernement Barnier. Minoritaires, ils ont fait traîner les débats pour empêcher le vote. Nous ne renonçons pas. Tôt ou tard, nous abrogerons cette réforme injuste !



General Electric : NON aux licenciements, OUI à la nationalisation !



L'annonce par General Electric de 360 suppressions d'emplois sur les sites d'éolien en mer de Montoir-de-Bretagne et Saint-Herblain est un très mauvais coup contre l'emploi, l'industrie et la transition énergétique. Le PDG a également annoncé qu'il gelait toute commande dans l'éolien en mer confirmant la menace de fermeture de ces sites à terme.

Pleinement mobilisé aux côtés des salariés, je défends la pérennité des sites et des emplois par tous les moyens, y compris si besoin la nationalisation.

Le développement prévu de l'éolien en mer exige de garder notre savoir-faire. C'est ce que je porte auprès des différents ministres à qui j'ai remis 10 propositions pour empêcher la casse sociale et industrielle chez GE. L'inaction est contraire à l'intérêt du pays !

Cordemais : une trahison présidentielle

La fermeture de la centrale électrique de Cordemais en 2027 et l'abandon du projet de conversion sont des décisions inacceptables. EDF et le gouvernement remettent ainsi en cause l'engagement pris par le Président de la République lui-même en septembre 2023 à la télévision. Nous avons dénoncé cette décision par une lettre ouverte à Emmanuel Macron dont j'ai pris l'initiative et qui a été co-signée par 8 parlementaires du département au-delà des étiquettes politiques. Nous continuons à exiger un projet global pour que Cordemais reste un lieu de production d'énergie, autour des énergies renouvelables, garantissant les emplois et l'activité industrielle du site.



Salaire des PDG : ma proposition de loi adoptée en commission



A l'occasion de la journée annuelle du groupe LFI-NFP à l'Assemblée, nous avons fait adopter le 20 novembre en commission l'abrogation de la retraite à 64 ans mais aussi d'autres propositions. Nous avons notamment fait adopter des textes pour faire baisser les prix de l'électricité, reconnaître la pénibilité des métiers où les femmes sont surreprésentées, ou encore ma proposition de loi pour instaurer un écart de salaire maximum de 1 à 20 dans les entreprises entre les salariés les moins payés et les grands patrons. Malheureusement, l'obstruction des députés macronistes ensuite dans l'Hémicycle sur le texte sur les retraites a empêché que ces autres textes soient aussi votés. Nous tâcherons de les faire voter à une autre occasion.



Hôpital de Saint-Nazaire: le gouvernement ne répond pas

Le rapport de la Chambre régionale des Comptes sur la situation de l'hôpital de Saint-Nazaire est brutal. Pour elle, le bail emphytéotique avec un propriétaire privé rend les comptes «gravement insincères» et c'est «le maintien opérationnel, à terme, de l'activité hospitalière qui est en jeu». L'hôpital est bloqué d'un point de vue financier, comptable et opérationnel dans ses projets de développement comme l'extension des urgences alors qu'il est déjà «sous-doté». Alors que nous n'avons eu aucune réponse à nos courriers depuis 2022, nous avons de nouveau interpellé la ministre de la Santé par un courrier commun avec le maire de Saint-Nazaire, le sénateur et le président de la Clinique mutualiste. J'ai également interrogé la ministre en hémicycle le 26 novembre. En guise de réponse : aucune solution, ni même une date de rendez-vous. L'inaction continue.



Conférence de presse du 7 octobre au sujet de l'hôpital

Trafic de drogue : désarmer la criminalité organisée



Face au trafic de drogue et ses conséquences sur nos quartiers, tout le monde peut constater l'échec de la surenchère sécuritaire pratiquée depuis 20 ans. La France Insoumise a présenté un plan en 14 mesures pour désarmer la criminalité organisée, renforcer les moyens d'actions et mener une politique de prévention efficace. Parmi ces mesures : lutter contre le trafic d'armes, réparer et renforcer les moyens d'enquête de la police judiciaire pour remonter les réseaux, déployer une police de proximité sur le terrain, lutter contre le blanchiment d'argent sale, prévenir efficacement la consommation par une approche sanitaire et la légalisation du cannabis.

Retrouvez
l'intégralité du
plan de lutte
contre le narcotrafic
et la criminalité
organisée



Austérité budgétaire : ni à Paris ni en Pays de la Loire

Le gouvernement Macron-Barnier et la présidente de région Pays de la Loire Christelle Morançais partageaient une même vision, celle de budgets d'austérité imposés avec brutalité. Le budget de l'Etat que proposait M. Barnier avant d'être censuré prévoyait une baisse du pouvoir d'achat des retraités par la non-indexation des pensions et la suppression de 4 000 postes d'enseignants. Il s'est opposé aux propositions du NFP pour faire contribuer les plus riches. Puisqu'il a voulu imposer ce budget par 49.3, seule la censure permettait de le refuser. En Pays de la Loire, Mme Morançais va au-delà de l'austérité voulue par ses amis parisiens. Culture, sport, missions locales pour l'emploi des jeunes, écologie, planning familial, les coupes sont massives et brutales pour les structures concernées (comme le VIP, le Théâtre de Saint-Nazaire ou Les Escalles). C'est tout de ce qui fait la solidarité et l'émancipation qui est frappé et qu'il faudra reconstruire.

À VOS CÔTÉS



Saint-Nazaire



Rencontre avec les associations
de Saint-Nazaire et Donges

Montoir-de-Bretagne



A la journée des sports de Montoir

Saint-Marc sur Mer



En défense de la Poste de Saint-Marc

Savenay



Permanence de proximité à Savenay

Saint-Nazaire



Avec les salariés et usagers de la CPAM
contre les problèmes de paiement des
indemnités journalières

Industrie :
souveraineté
et écologie, lire
mon interview
dans le journal
Libération.



ME CONTACTER

La permanence parlementaire est ouverte au public sans rdv les mercredis de 13h30 à 16h30 au 57 bd Victor Hugo à Saint-Nazaire.

Contact et rendez-vous :
matthias.tavel@assemblee-nationale.fr
02 49 63 45 08

À VOTRE RENCONTRE

Permanences de proximité

Jeudi 16/01 - 16h-18h30 : Trignac
Samedi 01/03 - 9h30-12h : Campbon
Samedi 26/04 - 9h30-12h : St-Nazaire - Méan-Penhoët
Jeudi 22/05 - 16h-18h30 : Montoir-de-Bretagne
Jeudi 12/06 - 16h-18h30 : Donges

S'ABONNER À LA LETTRE NUMÉRIQUE



SUIVRE MON ACTION

